



Réf. : n.60/CECA/25

**APPEL DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE CENTRAFRICAINE (CECA)
À L'OCCASION DES ÉLECTIONS GROUPÉES DU 28 DÉCEMBRE 2025
« Pour la cause de Sion, je ne me tairai pas, et pour
Jérusalem, je n'aurai de cesse... » (Is 62, 1)**

Centrafricaines, Centrafricains, Chers Compatriotes, Femmes et Hommes héritiers du pays de « Zo Kwe Zo » !

Le 28 décembre 2025, dans le cadre des élections groupées, les Centrafricaines et les Centrafricains sont appelés aux urnes pour élire les femmes et les hommes de la République Centrafricaine, appelés devant Dieu, devant l'histoire et nos Ancêtres, à conduire la destinée de notre Nation et de notre pays pour les sept prochaines années à venir. Ce rendez-vous revêt plus que jamais un caractère historique pour reconstruire notre pays et le mettre sur les rails du développement social et de la croissance économique. Nul ne peut aujourd'hui nier que la République Centrafricaine est un véritable chantier. Les défis en matière de santé, d'éducation, de sécurité, de la promotion du civisme, du respect de la dignité de la personne humaine et de la culture des droits de l'homme sont aussi prioritaires que la lutte contre l'ethnocentrisme exclusif, le népotisme, la corruption, la gabegie financière et les détournements des fonds et des deniers publics. Les urgences sur le terrain de la promotion de la justice et de la cohésion sociale, de la bonne gouvernance, de la construction des logements, des infrastructures, de l'urbanisation, de la réhabilitation des routes à l'intérieur du pays constituent indéniablement un impératif que l'on ne saurait retarder.

1. Le contexte préélectoral

C'est avec beaucoup de soulagement que la Conférence Épiscopale Centrafricaine a accueilli la publication de la liste définitive des candidats aux prochaines élections législatives et présidentielles. Nous nous réjouissons que le Conseil Constitutionnel ait pris de la hauteur et dit le droit par rapport aux considérations identitaires autour de la « centrafricanité » et/ou de la « binationalité ». Ces cristallisations identitaires, qui étaient des sources d'inquiétude, ont engendré des frustrations et des malaises doublés de sentiment de discrimination, tandis que les multiples interprétations des dispositions constitutionnelles en cause n'ont pas manqué de semer la confusion.

Afin de créer un climat de quiétude et de sérénité pour le déroulement des campagnes et des votes, nous appelons de tous nos vœux certains médias et ceux qui utilisent les réseaux sociaux à délaisser les messages de discrimination et de discrédit, de violence et de haine à l'endroit des personnes et des groupes. Toujours est-il que les différentes campagnes et les échéances électorales ne doivent pas nous faire perdre de vue les situations d'urgence dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la sécurité, de la dégradation des réseaux routiers, de la pénibilité de l'approvisionnement en denrées alimentaires et l'inflation des prix sur le marché.

2. La sollicitude de la CECA pour les réalités sociopolitiques et économiques de notre pays

À l'instar du prophète Isaïe, élevant la voix face à la ruine et à la désolation de Jérusalem au retour de l'exil à Babylone et face aux difficultés de la reconstruction de la Ville Sainte et de son Temple, l'Église ne saurait se taire face aux situations et urgences de l'heure de notre pays. Hier comme aujourd'hui, à maintes reprises et dans les temps forts des crises militaro-politiques et socioéconomiques qui ont secoué notre pays, la Conférence Épiscopale Centrafricaine n'a cessé de dénoncer et d'interpeller, de sensibiliser et de conscientiser, d'encourager et surtout d'appeler à la justice, à l'unité et à la concorde Nationale, à la réconciliation et à la paix à travers différents messages et lettres pastorales¹.

¹ CECA, *Plus jamais ça...Non à l'impunité !* Bangui, le 23 avril 2013.

CECA, *Rendons compte de notre foi et de notre espérance* (1 P 3, 15), Bimbo, le 23 juin 2013.

Afin de lever toute équivoque sur l'intention de l'Église, nous réitérons ce passage fort d'une de nos lettres pastorales : « *Plongée dans cette société, l'Église ne cherche aucune forme de pouvoir politique, mais veut être le ferment de la concorde et du bien-être de tous à travers sa présence dans les structures sociales. Notre contribution ne vise qu'à donner confiance à ceux qui doutent de l'avenir de notre pays, de leur capacité à apporter l'espérance à ceux que la souffrance, la pauvreté accablent et à leur dire que la cité de justice et de paix peut être construite avec leur engagement dans la foi en Dieu, notre Seigneur et Sauveur* »².

Il y a deux ans, la CECA a lancé un appel aux Autorités Gouvernementales, aux hommes et femmes politiques, ainsi qu'aux acteurs de la société civile en relevant les défis urgents de notre pays³. La vie et l'avenir de tout un peuple ne devraient pas faire l'objet de calculs et de compromissions. La République Centrafricaine a tant souffert. Et il n'est plus question de faire peser de nouvelles souffrances et calamités sur les épaules de ce peuple qui peine à se remettre debout après toutes ces années de crise militaro-politique et socioéconomique.

Afin de garantir un environnement de paix, de cohésion sociale, de justice et de respect de la dignité de la personne humaine avant, pendant et après les échéances électorales, au nom du Christ qui n'a pas retiré l'Église du monde mais qui l'a plutôt envoyée dans le monde pour prêcher un message de vérité, de paix et de libération pour un monde plus fraternel, juste et prospère, nous, Évêques de Centrafrique,

CECA, Message des Evêques de Centrafrique au Médiateur, au Président de la CEEAC, au gouvernement et à la rébellion Seleka, Bangui, le 22 mars 2013.

CECA, Reconstruisons ensemble notre pays dans la Paix ! Bangui, le 8 janvier 2014.

CECA, « Je vis un ciel nouveau et une terre nouvelle » (Ap 21, 1), Bimbo, le 28 juin 2014.

CECA, « ... Un temps pour la paix... » (Qo 3, 8), Bangui, le 10 janvier 2016.

CECA, « Qu'as-tu fait de ton frère ? » (Gn 4, 10), Kaga-Bandoro, le 23 juin 2017.

CECA, « ... On entend des pleurs amers » (Jr 31, 15), Bangui, le 14 Janvier 2018.

CECA, « Fais sortir mon peuple » (Ex 3, 10), Lettre pastorale des Évêques de Centrafrique à l'occasion des élections couplées, Bangui, le 6 septembre 2020.

CECA, Communion et Participation pour la construction de notre Pays et de notre Église, « [...] Comme des pierres vivantes, édifiez-vous pour former une maison spirituelle... », (1 P 2, 5), Bimbo, le 15 janvier 2023.

CECA, « Soyez toujours prêts à rendre compte de l'espérance qui est en vous », Alindao, le 22 juin 2025.

² Conférence Épiscopale Centrafricaine, Lettre Pastorale, *N'ayons pas peur, soyons chrétiens, dans notre vote*, pp. 8-9.

³ CECA, Appel de la Conférence Épiscopale Centrafricaine (CECA) aux Autorités gouvernementales, aux hommes et femmes politiques de notre pays, la République Centrafricaine (RCA), (Réf. : n°32/CECA/2023), Bangassou, le 27 juin 2023.

prenons une fois de plus la parole pour exhorter toutes les forces vives de la Nation un mois avant le prochain scrutin :

- **Au Dialogue inclusif**

En société et en démocratie, le dialogue inclusif, sans discrimination de tiers ou de groupes sociaux et politiques, est et restera toujours la voie cardinale pour trouver des solutions justes, équilibrées et durables en faveur de la paix. En effet, l'indifférence, le mépris et le refus d'écoute et de prise en compte des apports des uns et des autres constituent une véritable entorse à la démocratie et ne peuvent qu'engendrer la violence. Cela est d'autant plus vrai que le dialogue politique avec les groupes armés a apporté des bienfaits considérables aux populations centrafricaines. Nous nous réjouissons donc des possibilités ouvertes au dialogue. Dans cette optique, nous invitons tous les acteurs politiques à privilégier toujours le dialogue politique pendant et après les échéances électorales pour garantir à tout le peuple centrafricain la sécurité et la paix.

- **À la tolérance et à la responsabilité des candidats et des partis politiques**

Au seuil de ces échéances électorales, notre pays se trouve une nouvelle fois dans une étape décisive de son histoire. C'est pourquoi, à vous et à vos militants, nous lançons un appel solennel à la tolérance et à la responsabilité. Les divergences politiques ne doivent pas être source d'inimitié. Vous êtes tous, filles et fils, d'une même patrie : la Centrafrique. Nous vous invitons à faire preuve de responsabilité, de retenue, de tolérance et de respect mutuel pour des élections transparentes et crédibles.

- **À un vote conscient et responsable**

Chers Électeurs ! Votre voix et votre vote comptent. Par l'expression de votre vote, vous détenez l'immense pouvoir de déterminer l'avenir de notre pays. Plus que jamais, il est important d'apprécier et de choisir les programmes de société les plus susceptibles de relever les défis de notre pays. Il convient donc de délaissé tout choix guidé par l'appartenance ethnique, le fanatisme et l'obscurantisme pour ne se laisser guider que par l'intérêt suprême de la Nation.

Voter, c'est faire un choix en faveur de la paix, de la stabilité, du développement et du bien-être social, non seulement pour nous-mêmes mais aussi pour les générations futures. Ce n'est que de cette manière qu'il sera possible de construire un meilleur avenir pour tous. Puissent vos voix être guidées par la volonté de renforcer la cohésion sociale, soutenir le progrès et préserver l'unité du pays. Nous vous exhortons à faire de votre vote un acte libre, réfléchi et engagé pour le bien commun.

- **Au respect et à l'indépendance des Institutions**

Les garants du développement et de la stabilité d'un pays sont incarnés par des institutions solides, fortes, indépendantes et stables. Pour ce faire, la séparation des pouvoirs entre l'Exécutif, le Judiciaire et le Législatif doit être réelle et effective. Et cela doit se laisser mesurer et vérifier à l'aune des choix des hommes et des femmes crédibles, habités par les valeurs de la vérité, de la justice, de l'amour inconditionnel de la patrie et capables de ne rechercher et de ne promouvoir que le bien commun et l'intérêt supérieur de la Nation toute entière.

- **À la liberté et à la neutralité des Forces de l'ordre et des médias**

Nul ne peut nier l'importance et le rôle capital des Forces de Sécurité Intérieure ainsi que des professionnels des médias dans la société centrafricaine et surtout pendant les moments forts des échéances électorales. Qu'ils soient réellement libres et apolitiques, défendant et promouvant la vérité, l'intérêt National, la dignité et l'intégrité de la personne humaine !

- **À la non-instrumentalisation de la jeunesse**

La population centrafricaine est à majorité constituée de jeunes qui, malheureusement, sont confrontés, pour la plupart à de nombreuses difficultés d'ordre socio-économique et au chômage. Cette précarité les expose à l'appât du gain facile toujours en quête d'opportunités. Par le passé, certains hommes politiques et seigneurs de guerre véreux n'ont pas hésité à les enrôler, à les manipuler et à les instrumentaliser à des fins de déstabilisation, d'insurrection et de conquête de pouvoirs. Nous réitérons de vive voix que les jeunes sont l'aujourd'hui et l'avenir de notre pays et de notre Église. Loin de les impliquer dans des plans machiavéliques, nous gagnerions à les mettre en exergue dans les programmes de société et de

développement susceptibles de leur offrir des possibilités d'études et de formations qualifiantes, de les rendre compétitifs sur le marché du travail et surtout de leur garantir un avenir meilleur et digne. Aux jeunes nous relançons l'invitation du Pape François à la résistance par la prière et par l'engagement pour la paix : « *Il est nécessaire de prier pour résister, pour aimer, pour ne pas haïr, pour être des artisans de paix* »⁴. Nous vous invitons, chers jeunes, à faire des choix qui vous ouvrent de nouveaux horizons et qui vous offrent des perspectives d'un lendemain meilleur.

3. De quelle Centrafrique voulons-nous ? Et pour quel avenir ?

Centrafricaines, Centrafricains, Chers Compatriotes, Femmes et Hommes héritiers du pays de « Zo Kwe Zo » et vous tous, hommes et femmes de bonne volonté, qui habitez ce beau pays !

Le chemin vers une paix définitive et un développement durable est long, mais il n'est pas impossible. L'avenir de notre pays ne se mesure pas à l'aune et à l'issue d'un scrutin. Cet avenir dépend de notre capacité à puiser dans les réserves de notre sagesse centrafricaine ainsi que dans l'héritage légué par notre Père Fondateur, toute la richesse de l'unité et de notre foi en un destin commun à construire et à préserver ensemble. Ce n'est que dans cette dynamique que nous pouvons conjurer les mauvais sorts de ceux qui prédisent le pire pour la République Centrafricaine et juguler l'ombre d'un avenir incertain.

Nous aspirons et prions pour l'avènement d'une Nation toujours forte et prospère où la justice sociale, la paix et la réconciliation nationale, la promotion de l'unité nationale et le respect inaliénable de la dignité humaine, la valorisation du travail et de l'effort pour le progrès et le bien-être de tous, le civisme et le patriotisme renouvelés en sont les piliers.

À cet effet, nous encourageons ardemment chaque fils et chaque fille de ce pays à apporter, sans discrimination ni exclusion, sa contribution unique pour son édification. Il est de notre devoir sacré de laisser aux générations futures non pas un fardeau de crises inextinguibles, de désordres et de chaos, mais un véritable havre de

⁴ Pape François, Confession de quelques jeunes et lancement de la veillée de prière, parvis de la Cathédrale Notre Dame de l'Immaculée Conception, Bangui, le 29 novembre 2015.

paix et de prospérité.

L'espérance ne déçoit pas (Rm 5, 5). Puisse cette certitude de notre foi nous éclairer dans l'obscurité du doute, de la tentation et du découragement. En « brandissant l'étendard de la patrie », levons-nous comme un seul homme, avec courage et détermination, pour bâtir à notre pays un avenir meilleur et radieux. La construction de notre pays relève d'abord de notre responsabilité individuelle et collective avant de faire appel aux autres. C'est à nous, aujourd'hui et maintenant, qu'incombe la lourde responsabilité historique d'œuvrer pour la justice qui rend à chacun sa dignité, pour la paix qui favorise l'unité et pour la fraternité humaine qui permet d'incarner véritablement le principe humaniste de « ZO KWE ZO ».

Que la Vierge Marie, Notre-Dame de Centrafrique, intercède pour notre Nation et notre Pays en cette période préélectorale. Puisse sa prière maternelle nous assurer la paix ! Que Dieu bénisse la Centrafrique !

Fait à Bangui, le 28 novembre 2025

Pour la Conférence Épiscopale Centrafricaine (CECA)



Mgr Bertrand-Guy-Richard APPORA NGALANIBE, OP
Évêque de Bambari,
Président de la CECA